



Les importations commerciales comme pivot de la politique de sécurité alimentaire de la Mauritanie contemporaine

Le déficit pluviométrique des années 1967-1988 touche l'ensemble des régions considérées et le Sahel tout entier. C'est aussi le plus long sur la période considérée. La production céréalière baisse de près des trois-quarts, passant de 100 000 tonnes dans les années 1950 à 25 000 tonnes dans les années 1970. La disponibilité en pâturages herbacés et aériens diminue aussi très sensiblement obligeant les bergers à modifier leurs déplacements. Les pertes d'animaux sont considérables, bien que variables selon les espèces et les systèmes d'activités considérés (cf. parties milieu physique et systèmes d'activités ruraux).

Cette crise climatique pèse lourdement sur les relations entre les groupes serviles et leurs maîtres, ces derniers n'étant plus en mesure de nourrir les premiers. L'émigration de la force de travail vers les centres urbains ou le fleuve Sénégal contraint les groupes statutaires dominants à quitter le milieu rural ou à pratiquer l'agriculture eux-mêmes. Les systèmes d'activités relativement spécialisés du début du 20^{ème} siècle laissent place à des systèmes très diversifiés intégrant quasiment tout, agriculture, élevage mais aussi, de plus en plus, revenus extra-agro-pastoraux. Les revenus migratoires prennent une place de plus en plus importante dans le revenu familial. L'Etat, prenant la mesure de la gravité de la situation, engage trois types d'action. Il mobilise en premier lieu

l'aide alimentaire internationale ; la Mauritanie signe une convention de partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en 1967 et crée quelques années plus tard le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA). Ce dispositif intervient depuis chaque année (voir encadré page 98). Par ailleurs, misant sur les rentrées de devises liées à l'exportation du fer et du cuivre, il importe des céréales, notamment du riz et du blé, disponibles à des coûts relativement bas sur les marchés internationaux ; les importations de céréales passent ainsi de 95 000 tonnes en 1980 à 340 000 tonnes en 2000. La SONIMEX, « société d'Etat créée en 1966, a pour mission d'assurer l'approvisionnement du pays en (...), riz, thé et sucre, d'améliorer les capacités de stockage, de constituer des stocks de sécurité pour éviter les pénuries et maintenir sur toute l'étendue du territoire national les prix de vente au détail à un niveau acceptable pour les populations à faibles revenus ». Enfin, l'Etat tente de développer la riziculture irriguée, dans l'objectif d'améliorer la couverture des besoins céréaliers par la production locale, avec un succès toutefois mitigé (cf. troisième partie).

Ces options politiques contribuent à modifier profondément les habitudes alimentaires de la population. Le riz et le blé importés s'imposent désormais comme des aliments de base ; les céréales locales (sorgho et, dans une moindre mesure, maïs et mil) ne sont plus consommées

qu'au dîner, en milieu rural presque exclusivement (cf. encadré page 97). L'émigration a également un impact significatif sur les habitudes, le mode alimentaire des expatriés faisant souvent référence. On note dans le domaine de l'alimentation comme dans celui de la construction une tendance à l'ostentation ; « bien manger » équivaut souvent à manger riche en matière grasse (huile végétale) et protéines (poisson, viande de mouton).



Riz en vente au marché de Kankossa, Assaba

